

Coronavirus : quel impact économique sur le milieu de l'art ?

Par Roxana Azimi, Magali Lesauvage, Marine Vazzoler

- Édition N°1912
- 19 mars 2020 à 20h58

Musées, centres d'art et galeries fermés, expositions et événements annulés ou reportés : quel sera l'impact économique de l'épidémie de coronavirus et du confinement sur un secteur déjà très fragile ?

Petites, moyennes ou grandes, les institutions culturelles heurtées

« *L'impact sera fort* », affirme, grave, le président du Centre Pompidou. Contraint de fermer les portes de l'institution parisienne le 14 mars, à la veille de l'inauguration de l'exposition Christo et Jeanne-Claude, Serge Lasvignes a le cœur lourd. « *Il est pour l'instant impossible d'évaluer le réel effet économique de cette crise sanitaire*, poursuit-il. *Nous ignorons beaucoup de choses de la pandémie qui pourrait bien durer plusieurs semaines ou mois.* » À Marseille, le président du Mucem Jean-François Chougnet ne dit pas autre chose : « *Si les conséquences économiques de la fermeture du musée sont encore difficiles à mesurer, la décision de fermer l'établissement au public s'est faite rapidement. Nous ne voulions pas exposer nos agents et le public au moindre risque.* » Depuis vendredi 13 mars, les consignes du gouvernement ont évolué rapidement jusqu'à l'annonce du Premier ministre Édouard Philippe de la fermeture « jusqu'à nouvel ordre » de tous « les lieux recevant du public non indispensables à la vie du pays ». Après avoir annoncé qu'elle restait ouverte tout en veillant à l'application des consignes de sécurité et en ne dépassant pas la jauge de 100 personnes, la Maison Européenne de la Photographie s'est finalement ravisée et a décidé de fermer ses portes au public le temps de la pandémie, quelques heures seulement avant l'annonce d'Édouard Philippe. « *Toutes les équipes de la MEP sont chez elles*, affirme le directeur de l'établissement Simon Baker. *La plupart sont en arrêt de travail ou en chômage. Seules quelques personnes sont en télétravail.* » Au BBB, centre d'art à Toulouse, sa directrice Marie Bechetoille annonce le report de l'exposition à venir et des activités de la plateforme ressource, l'annulation de visites et d'ateliers, la suspension de projets en direction des scolaires. « *Toutefois, le centre d'art s'engage à maintenir les honoraires des différents artistes invités et a mis en place du télétravail pour les salariés* », précise-t-elle.

Même chose au Mucem où seules « *les fonctions essentielles de l'établissement ont été maintenues*, décrit Jean-François Chougnet. *Et elles sont assez peu nombreuses dans un musée et touchent tout ce qui a trait à la sécurité des bâtiments et à la fiabilité informatique* ». Au sujet des conséquences économiques de la fermeture de l'institution marseillaise, son président fait dans la nuance : « *Nous n'avons désormais plus d'autres ressources que les subventions du ministère qui nous finance à hauteur de 25 %*, développe Jean-François Chougnet. *Pour calculer l'impact de cette crise sanitaire sur notre économie, il faut faire des calculs finement : nous avons certes moins de recettes mais également moins de dépenses.* » Si le musée d'Orsay nous a affirmé « *n'avoir aucun chiffre à communiquer sur les répercussions économiques du coronavirus* » et que le musée du Louvre n'a pas répondu à nos demandes, le président du Centre Pompidou nous

a quant à lui certifié que l'établissement allait perdre « *1,2 million d'euros par mois en billetterie et plus de 600 000 euros par mois en commerce (restauration, librairie, etc.)* ». Et de poursuivre : « *Nous ignorons également la réaction que les mécènes vont avoir et nous attendons donc à un impact très important sur les finances du musée.* » Au Mucem, le président de l'institution regrette également l'impact de cette crise sur les sous-traitants, comme les agents de sécurité : « *La fermeture du musée va avoir des conséquences également en dehors de l'établissement.* » Toutes les personnes interrogées assurent cependant qu'il n'y avait d'autres solutions que la fermeture pour endiguer la pandémie. « *Notre priorité, c'est la santé publique* », confirme Agnès Benayer, directrice de la communication et des partenariats au Centre Pompidou.

Des expositions fantômes ?

Ainsi, dans les musées, l'heure est aux analyses et les équipes essaient tant bien que mal de se projeter. « *Nous sommes au tout début de notre saison, explique Simon Baker. Elle a débuté le 4 mars... Que faire ? Décaler le début de la prochaine ?* » Au Centre Pompidou, la rétrospective sur Christian Boltanski ne peut pas être démontée, et la programmation à venir est incertaine : la crise est internationale et les prêts sont pour l'heure bloqués. « *Nous avions prévu une belle exposition sur le travail d'Henri Matisse au printemps, explique Serge Lasvignes. Mais sera-t-on en mesure de l'ouvrir à temps ? Comment cela va-t-il se passer pour le montage de l'exposition ou les prêts ? Nous pouvons évidemment retarder l'inauguration de la rétrospective mais cela n'aura pas le même impact si nous l'ouvrons pendant l'été.* » Si la plupart des prêts de l'exposition Matisse sont français, la situation est bien différente à la MEP : « *Nous avions prévu une saison japonaise, détaille Simon Baker. Il nous est pour l'instant impossible de dire si nous pouvons la maintenir, et si nous aurons les prêts à temps...* » Même observation au Mucem où tous les événements ont été annulés et les expositions fermées. « *Tous les musées nationaux ont suspendu leurs prêts, à la fois entrants et sortants* », souligne Jean-François Chougnnet. Comment alors rendre visibles ces expositions ?

Comme on a pu l'observer ces derniers jours, le numérique prend le relais des visites IRL : MOOC, podcasts, visites virtuelles, grande présence sur les réseaux sociaux, les établissements culturels rivalisent d'inventivité pour maintenir le lien avec leur public. Au Musée du Louvre, de nombreux contenus sont mis en avant pour continuer de faire découvrir les collections au public : ainsi, la série de dessins animés *1 mn au musée* décrypte quelques oeuvres de l'institution parisienne tandis que des podcasts et conférences sont accessibles sur le site du musée. Le Louvre est également présent sur les réseaux sociaux et a réalisé une *story* permanente sur Instagram qui recense l'offre en ligne. Pour Jean-François Chougnnet, les alternatives numériques ne sont cependant pas suffisantes : « *Le musée est un lieu de contact, de rassemblement et d'échange : ce n'est pas une base de données. On cherche tous à se rassurer mais rien ne remplace ce que le musée est, au départ.* » De son côté, Serge Lasvignes dit vouloir « *mettre à profit cette période pour réfléchir à ce que nous faisons. S'il y a des leçons à tirer de cette crise sanitaire c'est qu'il ne faut jamais oublier ce besoin de solidarité entre nous toutes et tous, et qu'il faudrait replacer des réflexions sur les sujets sérieux, comme l'économie, au centre des programmations* ». Il conclut avec espoir qu'après cette crise sanitaire majeure, les musées devraient retrouver sans problème leur attractivité : « *La situation psychologique de chacun et chacune sera favorable aux sorties, notamment culturelles.* »

Les galeries font face au confinement

Jusqu'au 14 mars, la galerie Convergences, qui exposait trois artistes femmes, Colette Brunschwig, Raymonde Godin et Liliane Klapisch, voulait y croire, en envoyant une newsletter optimiste samedi matin : « *Tout ce que vous risquez à la galerie Convergences, c'est la tentation !!!!!* » (avec cinq points d'exclamation...) Las, la fermeture des « lieux non indispensables » a suivi l'annulation ou report en cascade des foires du printemps. « *Everything's gonna be alright* », glisse la newsletter de la galerie Georges-Philippe et Nathalie Vallois annonçant sa fermeture temporaire, comme pour conjurer les craintes, notamment économiques, liées au confinement. Pour toutes les galeries, l'ajournement des foires représente un manque à gagner colossal, de l'ordre d'un million d'euros pour Daniel Templon qui participe habituellement à Art Paris Art Fair, Art Brussels et Art Basel Hong Kong. Selon le rapport Art Basel/UBS, les salons représentent désormais 45 % du chiffre d'affaires des galeries, avec des pointes jusqu'à 80 % dans le cas d'une enseigne comme 1900-2000. « *L'absence de foire est préjudiciable pour les galeries qui se trouvent coupées de collectionneurs internationaux*, observe Georges-Philippe Vallois, qui ne réalise toutefois que 30 % de son chiffre d'affaire sur les foires. *Une foire reste le seul moment où des galeries petites ou de taille moyenne ont une chance de se confronter à de plus grosses enseignes.* »

Et même si la fréquentation des galeries est en berne depuis des années, leur fermeture temporaire leur porte un coup sévère. Difficile pour l'heure d'évaluer les pertes. « *On ne fonctionne pas comme un commerce habituel, impossible de comparer à ce qu'on faisait l'an dernier au même moment mais il y aura probablement un manque à gagner au bas mot de 10-15 % et peut-être jusqu'à 35 %*, indique Marion Papillon, présidente du Comité professionnel des galeries d'art. *Si l'activité met six mois à se relancer après la fin du confinement, ce sera compliqué. On a pu le constater après la crise de 2008, le marché a mis du temps à repartir.* » Un ralentissement que redoutent les plus jeunes structures. Sans espace fixe – pour ses deux premières expositions elle avait loué le 24Beaubourg – ni salariés, la galerie Kaléidoscope a l'avantage d'avoir moins de frais fixes. Son modèle n'en reste pas moins fragile. « *Ma très jeune galerie n'avait encore que de toutes petites ailes qu'elle peut peut-être replier plus facilement*, confie sa fondatrice Marie Deniau. *Mais si la situation de ralentissement perdure après le mois de mai et que les transactions ne reprennent pas en juin, le risque est que ses trop petites ailes ne lui suffisent pas à redécoller.* »

Le numérique à la rescousse

La plupart des galeries, à l'instar de RX ou Sator, prévoient de mettre leur personnel en chômage partiel et de solliciter la palette d'aides promises par Emmanuel Macron. À la galerie Nathalie Obadia, seule une partie des employés – les régisseurs – sera en chômage partiel, le reste des collaborateurs s'activant en télétravail. Pour toutes les enseignes désormais, il s'agit de rebondir, se rappeler au bon souvenir des collectionneurs sans être indéclicats ou insistants. Et l'enjeu passe désormais par le digital. Un secteur en croissance lente : selon le rapport Hiscox de 2019, le chiffre d'affaires en ligne serait de 4,6 milliards de dollars, à peine 10 % de plus qu'en 2018. En 2019, Sotheby's réalisait 249 millions de dollars en ligne, soit 25 % de plus qu'en 2018, les seules ventes en ligne atteignant 76 millions de dollars, une poussée de 55 %. Si tous les opérateurs français ont reporté leurs ventes physiques et fermé provisoirement leurs bureaux, ils n'ont pas renoncé à leurs ventes en ligne. Tajan a préservé celles des 23 mars et 2 avril, tout comme Artcurial, qui prolonge sa vente online only dédiée à Lalique jusqu'au 23 mars. « *Nous avons une équipe bien placée pour conseiller nos clients sur les achats et les ventes*

privées. Nous avons également la chance, après avoir annoncé fin 2019 que nous réduirions de 50 % nos catalogues, d'avoir réalisé un investissement stratégique important dans nos outils numériques, indique Cécile Verdier, présidente de Christie's France. Nous augmentons actuellement cet engagement numérique pour nous assurer que toute restriction de voyage et tout changement au calendrier de vente soient compensés par une activité marketing accrue. »

En revanche le commerce en ligne ne représente que 5 à 10 % du chiffre d'affaires de la plupart des galeries parisiennes. « *On était très en retard, notre site n'était pas accessible sur mobile, c'est désormais le cas et dans les prochains mois il faudra réfléchir à une stratégie digitale* », reconnaît le galeriste Michel Rein. Son confrère David Fleiss l'admet, « *on ne s'était jamais affilié à une plateforme, il faudra peut-être s'y mettre* ». Artsper (dont Frédéric Jousset, propriétaire du *Quotidien de l'Art*, en est l'actionnaire) constate depuis quelques semaines une recrudescence de ses membres – une cinquantaine de recrues depuis février contre une vingtaine en moyenne par mois – et une augmentation du nombre d'œuvres mises en vente par les galeries. D'autres ont pris les devants. C'est le cas de David Zwirner, qui depuis 2017 a développé un « septième espace » en ligne – 18 expositions virtuelles rien qu'en 2019 – et qui présente cette semaine sa *viewing room* dédiée à la peinture simultanément sur son site et celui d'Art Basel. Même avance chez Perrotin, qui a développé de nombreux contenus éditoriaux et médias digitaux, production de vidéos sur les artistes et les expositions, podcasts ainsi que des visites virtuelles des expositions. « *Alors que cinq de nos six galeries sont fermées actuellement, nous allons promouvoir ces contenus et donner à voir encore plus de contenus sur les réseaux sociaux* », indique-t-on à la galerie.

Entretenir le lien

Des structures aussi ont pris le pli digital. Depuis un an, la galerie Nathalie Obadia poste sur Instagram des vidéos présentant l'exposition en cours. Longtemps rétive à la vente en ligne, la galerie Thaddaeus Ropac a pour sa part décidé de lancer une *viewing room*, organisée façon *pop up* éphémère, en parallèle de sa participation à la Viewing Room d'Art Basel organisée jusqu'au 25 mars. Une équipe a été affectée à la tâche depuis Londres. « Depuis les problèmes suscités par les différents événements sociaux, qui ont cassé les habitudes culturelles du samedi dans le centre de Paris », Éric Dereumaux, de la galerie RX, a aussi mis les bouchées doubles sur ce terrain. Depuis l'an dernier, il réalise des expositions virtuelles avec la plateforme Artland pour un coût annuel de 2 000 euros. D'autres plateformes de ventes sur Internet comme Artsy complètent le dispositif pour un coût de 4 000 euros par an. La galerie planche désormais sur des catalogues virtuels en accès privé, qui devrait être lancés d'ici quinze jours. « J'ai la chance d'avoir deux personnes qui s'y attellent avec un programmeur en externe qui les accompagne », indique Éric Dereumaux. La galerie Kaléidoscope comptait lancer en mai un département estampes avec vente en ligne. « Je vais m'y consacrer dès maintenant en espérant avoir de bons retours », confie Marie Deniau. Georges-Philippe Vallois milite à long terme pour la création des plateformes virtuelles regroupant à chaque fois une quinzaine de galeries alliées par « *affinités stylistique, géographique ou autre* », en « *jouant sur une mise en scène muséale* ».

Malgré le confinement imposé, pas question pour autant de renoncer à l'idée de proximité. « *Nous privilégions un rapport plus personnel, plus direct*, confie le galeriste Vincent Sator, qui n'envisage pas pour l'heure de *viewing rooms*, mais diffusera une fois

par semaine une vidéo autour d'une œuvre avec en voix off un commentaire d'un curateur, critique d'art ou collectionneur, voire de l'artiste lui-même. « *Une façon simple de se retrouver, de recréer une voix et de susciter un dialogue* », précise-t-il, conscient que « *les collectionneurs dans le temps immédiat ne sont pas à l'acquisition* ». Fortement ralenti, le marché n'est pas totalement à l'arrêt, du moins pour les poids lourds de la profession. David Zwirner n'a-t-il pas vendu mercredi, en un jour, pas moins de six œuvres via sa *viewing room*, notamment une toile de Marlene Dumas à 2,6 millions de dollars ?

Artistes et indépendants dans l'urgence

Musées, centres d'art, galeries, écoles d'art, mais aussi cinémas, théâtres, salles de concert : le secteur de la culture est l'un des plus touchés. Pour les indépendants, le coup est rude. Dans le secteur du spectacle vivant, les conséquences sont dramatiques pour les lieux, et celles et ceux qu'ils emploient : non seulement les artistes et techniciens voient leurs cachets supprimés, mais leur accès à l'assurance-chômage des intermittents, qui nécessite 507 heures par an, est menacé. Sur Facebook, David Bobée, directeur du CDN de Normandie-Rouen, annonçait avoir décidé « *malgré tout de payer ces spectacles, car (il ne veut pas) que les équipes salariées artistiques et techniques soient pénalisées par ces annulations* », tandis que le 18 mars le ministre de la Culture Franck Riester demandait « *aux structures les plus solides financièrement, ainsi qu'à ses opérateurs et aux structures subventionnées par l'État de faire jouer la solidarité en payant les cessions prévues aux compagnies et en honorant les cachets des intermittents afin de ne pas les fragiliser* ».

Comment cela va-t-il se passer pour le secteur des arts visuels ? L'artiste Jagna Ciuchta avait divers projets pour les semaines à venir. Qu'en est-il de la rémunération, la plupart du temps sans contrat signé à l'avance ? Le jury prévu cette semaine dans une école d'art ? « *On réfléchit à inventer une nouvelle formule, via des dossiers et enregistrements vidéo de présentation des étudiants transmis par internet, puis visionnage simultané du jury et délibération par téléconférence. Je serai donc payée. À part ça, tout est figé pour la suite...* » Conséquence, explique Jagna Ciuchta : « *Pour la première fois de ma vie j'ai pensé que c'était peut-être bien d'être salariée, j'ai regardé les annonces de postes de prof, alors que jusque-là j'y allais à reculons.* » Installé à Londres, Paul Maheke, plasticien et performeur, a vu lui aussi ses projets annulés en l'espace d'une journée. « *C'est terrible pour les artistes, raconte-t-il. La plupart d'entre nous gagnons plus d'argent grâce à nos interventions diverses que par la vente d'œuvres. Je réfléchis à la remise en cause de mon économie, qui n'est pas viable à long terme. Notamment, en lien avec ma galerie Sultana, en réalisant plus de pièces.* » Il ajoute : « *Il faut absolument créer un fonds d'urgence solidaire pour les indépendants du secteur. Contrairement à d'autres professions, nos heures de préparation ne sont pas payées, et si l'événement tombe à l'eau, on peut se retrouver sans rien.* » Il faut alors négocier au cas par cas : The Renaissance Society, à Chicago, va lui payer 100 % de son fee, Glasgow International lui garantit 50 % (en espérant lui proposer de montrer sa performance plus tard).

La nécessaire solidarité

En France, les réactions ne se sont pas faites attendre et les appels à la solidarité se sont multipliés. Des structures comme les Laboratoires d'Aubervilliers ont décidé de payer aussi bien leurs salariés que les intervenants pour les événements annulés. « *Annulez tout, payez tout le monde* » : l'exhortation adressée aux responsables d'institutions par le site

Documentations.art le 13 mars a été relayée massivement sur les réseaux sociaux. « *Le choc du virus révèle les conséquences de ce système à deux vitesses : les personnes ayant accès au salariat, désormais un "privilège" même mal payé, sont protégées ; celles qui n'y ont pas accès, non par choix mais parce qu'elles subissent le travail indépendant, ne le sont pas.* » À Cyberrance (Romainville), le vernissage de l'exposition « Histoire d'un ciel en creux » prévu le 14 mars est devenu une « *soirée de soutien* », avec une boîte de dons déposée à l'entrée... De fait, la question d'un élargissement du régime de l'intermittence aux travailleurs et travailleuses de l'art sans statut contractuel (commissaires, artistes, installateurs, vacataires...) a été de nouveau abordée cette semaine, notamment par le Syndicat national des artistes plasticiens (CGT). Le réseau la Buse, acteur du progrès social dans le champ de l'art, le considère comme « *la meilleure garantie d'amortir une crise de l'ampleur de celle que nous traversons* » et intime « *les institutions publiques ou privées, commanditaires et clients* » de régler leurs paiements en retard...

Lundi, une réunion d'urgence était organisée par la direction générale de la création artistique (DGCA), informée notamment par le CIPAC (fédération des professionnels de l'art contemporain) et la FRAAP (fédération des réseaux et associations d'artistes plasticiens), chargés de faire remonter via des questionnaires les premiers bilans des difficultés rencontrées par les centres d'art, associations, artistes, critiques d'art et professionnels divers. Quelle sera la réponse de l'État à la situation des travailleurs et travailleuses de l'art les plus précaires, en particulier les artistes ? Le « *fonds de solidarité pour les indépendants* » évoqué mardi soir par le Premier ministre Édouard Philippe les concernera-t-il aussi ? Mercredi, un premier volet d'aides d'urgence était annoncé par le ministère de la Culture : 22 millions d'euros pour les différents secteurs culturels, dont seulement 2 millions pour les arts plastiques, « *en faveur des galeries d'art, des centres d'art labellisés et des artistes-auteurs, opéré par le Centre national des arts plastiques et les DRAC* », sans plus de détail. Jeudi, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, et Franck Riester ont fait part de « *mesures exceptionnelles de soutien aux intermittents et salariés du secteur culturel* », et en particulier : « *neutraliser la période démarrant le 15 mars et s'achevant à la fin du confinement pour le calcul de la période de référence ouvrant droit à l'assurance chômage et aux droits sociaux pour les intermittents* », le versement de leurs indemnités et des salaires des contrats courts pendant la période d'épidémie. Très urgentes elles aussi, les mesures destinées aux indépendants, les plus précaires du secteur, restent encore à définir.

Retrouvez sur notre site l'article mis à jour régulièrement sur [les mesures de soutien au secteur culturel](#).